



HAL
open science

Saint-Pierre de Mérens et son contexte, étude d'histoire

Florence Guillot

► **To cite this version:**

Florence Guillot. Saint-Pierre de Mérens et son contexte, étude d'histoire. TRACES UMR 5608. 2020. hal-04407298

HAL Id: hal-04407298

<https://hal.science/hal-04407298v1>

Submitted on 20 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License



Saint-Pierre de Mérens et son contexte, étude d'histoire

Florence Guillot¹

L'église Saint-Pierre est située au pied et en périphérie de l'agglomération médiévale de Mérens, sur le versant nord de l'accès au col de Puymorens (haute vallée de l'Ariège, Pyrénées). Durant la période dite carolingienne et autour de l'an Mil, le col de Puymorens constituait « l'un des principaux points de passage des *homines mercatores* qui se dirigent vers l'Espagne musulmane ou en reviennent » (Bonnassie 1990, 619 et suiv.) et la *via mercadal* qui emprunte la vallée de l'Ariège était déjà de prime importance.

Le contexte de l'érection de l'église Saint-Pierre de Mérens : cas exemplaire d'un village pyrénéen aux Xe et XIe siècles (fig. 1)

Le village aujourd'hui nommé Mérens-d'en-haut présente toutes les caractéristiques des villages « à maisons », forme d'agglomération la plus courante au Moyen Âge en haute Ariège. Dans les hautes vallées, et jusqu'aux portes de Foix en Bargaillère, un système de peuplement sylvo-agro-pastoral montagnard est en place à la fin du haut Moyen Âge (Guillot 1998, Guillot 2010). Découle de ce système une sociabilité qui, dès la seconde partie du haut Moyen Âge, entraîne la polarisation spatiale des habitats paysans, le plus souvent sur les versants, entre terroirs agricoles et terroirs pastoraux. Dans un second temps, ces communautés villageoises s'affirment grâce à une polarisation sociale et culturelle en se dotant d'un sanctuaire villageois. Les villages « à maisons » ou « casaliers » (Cursente 1998) sont des habitats ouverts (non fortifiés) et leur installation correspond à l'expansion sylvo-agro-pastorale attestée dans les Pyrénées durant l'époque carolingienne (par ex. Galop 1998, 216 et 148)². C'est fort probablement la gestion des communs — pastoraux et forestiers — qui a justifié la communauté, impliquant l'agglomération. Les actes témoignent clairement de l'intérêt donné aux estives. Les droits sur les estives de la soulane d'Andorre sont l'objet d'antagonismes quasi permanents et au moins millénaires entre les communautés de Mérens et d'Andorre. Dès 1096, un conflit pastoral y est réglé entre les seigneurs de la

¹ floguillot.com

² Ce dernier parvient notamment à montrer que c'est « vers les VIIIe-IXe siècles que dans toutes les vallées s'amorce une expansion généralisée des activités humaines ». Il en retrouve parfois même les signes dès le VIIe siècle, par exemple en vallée de l'Aston, affluent de la haute Ariège.

haute Ariège et les Cerdans (Viader 2003, 144 et cart. Andorra, I, 145). Depuis, les actes relatant des querelles souvent violentes à propos des estives sont légion. En haute Ariège, ce sont celles concernant les estives dites d'Andorre situées au-dessus du village de Mérens qui sont le plus souvent documentées³.



³ Par exemple Jacques Fournier, II 198a, vers 1321, rixe en montagne entre des Andorrans en armes et des bergers du Sabartès, Pierre et Jean Maurini.

Ou AD09 : 1J74, 1734, pièce de procédure concernant un différend entre les syndics de la vallée d'Andorre et de la vallée de Carol et les syndics généraux du pays de Foix et les syndics de Mérens concernant les dépaissances dans la montagne de la soulane d'Andorre ; 1Z62, vers 1735, mémoire du syndic de Mérens concernant la Soulane et le Puymorens ; 1J218, 1767, mémoire pour la communauté de Mérens concernant l'affaire de la Soulane, différend frontalier avec l'Andorre ; 1EDT/II4, 1760, délibération du Conseil politique de Mérens demandant extrait de la sentence passée entre le comte de Foix, l'évêque et le chapitre de la Seu d'Urgell en 1288 et conservée dans les archives de Foix, pour leur différend avec l'Andorre ; 1Z70, 1839, rixe entre les bergers et vachers de Mérens et les Andorrans ; 1Z78, 1881-1884, blocus de l'Andorre, nouvelles réclamations des communes de Mérens et de l'Hospitalet ; mémoire du maire de Mérens ; etc.

Au XIXe siècle, à la suite du partage de la commune de Mérens pour la création de celle de l'Hospitalet, il y eut en outre des rixes à propos des estives de la soulane entre les hommes de Mérens et ceux de l'Hospitalet (1832, Franchini 2018, 83).

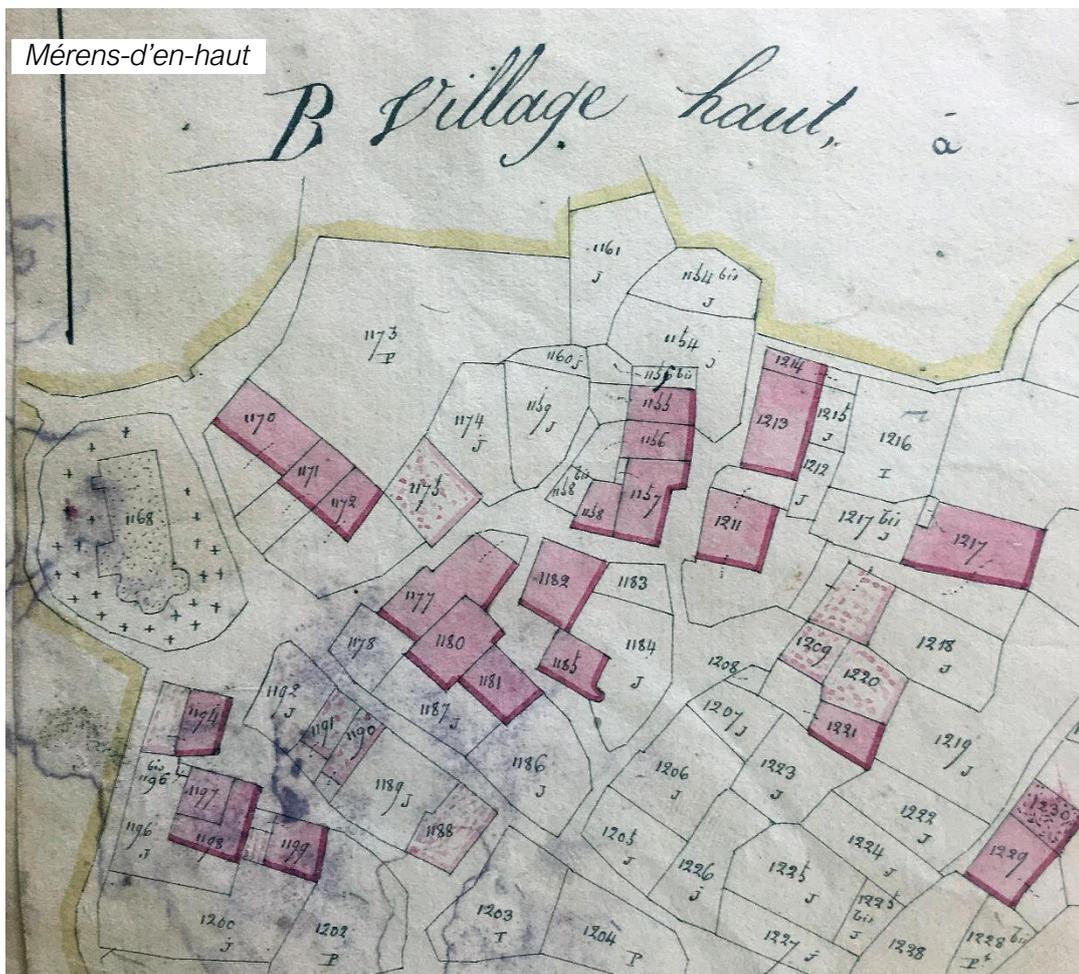


Fig. 1. Extraits du cadastre napoléonien, **AD09, 3P712, 1823-1829**. Un peu plus de 300 m sépare les deux villages. Le plan indique que l'église du village haut est ruinée, mais non pas le cimetière. Le village d'en bas comporte deux toponymes le long du ruisseau : « le Castel » et « la Place » et, en aval, la nouvelle église Saint-Pierre (en gris sombre). Mérens-d'en-haut se complète d'un autre noyau d'habitat (non figuré ci-dessus) nommé Vives.

Habitats concentrés ou semi-concentrés, ces villages « à maisons », ainsi celui de Mérens-d'en-haut, étaient constitués d'un agglomérat de quartiers. Un réseau anarchique de ruelles les reliait entre eux. Cet agrégat de quartiers ne s'encombrait d'une organisation générale que si le relief l'imposait. Chaque quartier constituait l'emprise d'une maisonnée « dominante » sur d'autres « dominées », reproduisant dans l'espace une société paysanne fortement inégalitaire. L'église villageoise, même si elle est romane ou préromane comme à Mérens, y est postérieure à l'installation de l'agglomération villageoise, donc érigée en périphérie du village. Elle est habituellement située sous et contre le village, probablement parce que construite par tout ou partie de la communauté villageoise, cette dernière était suffisamment structurée pour résister à la domination du lieu de culte. Suivant la forme classique des églises du

Moyen Âge central, l'église Saint-Pierre est construite au centre de son cimetière, le cadastre napoléonien le confirme, ainsi que les opérations d'archéologie préventive (**Campech 1998**).

Le village de Mérens-d'en-bas est aggloméré autour du château comtal de Mérens (bas Moyen Âge)⁴ et proche de la route. Il s'agit donc d'un regroupement probablement plus tardif que celui de Mérens-d'en-haut, dont il est difficile de dater l'apparition.

L'habitat du Moyen Âge central à Mérens, qui correspond à l'actuel Mérens-d'en-haut, est mentionné dès la seconde moitié du Xe siècle (960-972, testament de l'évêque de Toulouse, **HGL**, V, acte 109 et vers 987-994, **Cart. Lagrasse**, I, 134). Son toponyme est formé d'un nom d'homme comme presque tous les villages « à maisons » de la haute Ariège (*Méris* + suf.*ing*, **Dauzat-Rostaing 1963**, 451), à partir d'un anthroponyme d'origine germanique, ce qui est peu fréquent dans le secteur. La situation exceptionnelle de Mérens au pied d'un col majeur peut expliquer cette originalité. Par rapport aux autres villages « à maisons » de la haute Ariège, l'importance du terroir de Mérens tient à la qualité de ses estives, mais aussi à sa proximité avec le col de Puymorens conduisant vers la Cerdagne et à celle du port d'Envalira conduisant vers l'Andorre et l'Urgel. Et cette importance peut expliquer qu'à Mérens la communauté ait été plus riche ou mieux dotée que d'autres en haute Ariège et ait donc érigé une église très tôt, monumentalisant sa supériorité.

Une série de chartes confirme la situation particulière de Mérens au XIe siècle. Un long conflit militaire et judiciaire — des années 1040 à 1064 — opposa les comtes de Cerdagne à leurs vicomtes pour le contrôle du péage d'Yrivals (versant sud) du col de Puymorens et de biens de la famille du vicomte à Mérens (**Bonnassie 1990**, 619 et suiv. **Debax 2003**, 53 et suiv.). En 1047, la cour de Cerdagne ordonna au vicomte de déguerpir tout le versant nord du Puymorens, y compris la *villa* de Mérens (**LFM**, 590). Mais le conflit se poursuivit. Vers 1064, un accord (*convientia*), suivi d'un serment, garantit au comte de Cerdagne que les hommes de Mérens lui resteraient fidèles et ne s'accorderaient pas avec le comte de Foix, allié du vicomte de Cerdagne, tandis qu'en retour, le comte les exemptait du paiement du cens (**LFM**, 591 et 592). Sans la médiation d'aucun aristocrate, les huit hommes de Mérens qui prêtèrent serment directement au comte de Cerdagne engagèrent toute la communauté (« avec le consentement, l'assentiment et le conseil de tous les hommes de Mérens »)⁵. Ces hommes sont assurément les représentants des « maisons dominantes ». Il est

⁴ La première mention du château date de 1272 (**Baudon de Mony 1896**, 63).

⁵ *Vitali, Bels, Jozfredi, Guifredi, Vila nous (très certainement villanus, habitant dont on n'a pas mentionné le nom), Seniofredi, Ermenir Bacho, Salomon. Nos qui suprascriptum juramus et adifarmanus cum consentimento et solvimento de omnes homines de villa de Merengs et cum eorum consilio [...]*

intéressant de souligner la hiérarchie interne de cette communauté tout comme le fait que le comte de Cerdagne s'appuie sur cette organisation villageoise, sans aucune médiation aristocratique intermédiaire, ce qui indique la considération qu'ont acquise les communautés villageoises de la montagne et les liens directs qu'elles peuvent entretenir — ce, toujours au XIe siècle — avec le pouvoir public comtal. À cette époque, les droits comtaux sur la haute Ariège sont relativement complexes entre les familles de Foix-Carcassonne-Razès et celle de Cerdagne (Guillot 2009) et la pleine suzeraineté fuxéenne jusqu'au col de Puymorens n'est avérée qu'à compter de la fin du XIIe siècle.

La proximité architecturale du clocher de l'église de Mérens avec celles de Caseles et de Pal (Andorre) a été soulignée et ne s'explique donc nullement par le fait qu'elles auraient toutes trois été construites par les mêmes commanditaires ou dans le même ressort politique. En effet, quels que soient les actes du Moyen Âge central, Mérens est bien toujours inscrit dans le *comitatus* ou *pagus Tolosanus* (XIe siècle : LFM, 590. Cart. Andorra, I, 145) et donc dans l'évêché de Toulouse. Cette proximité architecturale pourrait être le produit des artisans qui la bâtirent et est un questionnement d'intérêt difficile à résoudre en l'état. L'érection de ce lieu de culte complète l'encadrement chrétien en amont de la vallée de l'Ariège, anciennement desservie par la basilique d'Ax-les-Thermes⁶. Soulignons que cette parenté architecturale s'accompagne d'une documentation qui confirme la présence régulière d'ecclésiastiques des comtés catalans autour d'Ax aux alentours de l'an Mil (Peloux 2019), tandis que le secteur est plus ou moins dans la *potestas* comtale cerdane jusqu'à la fin du XIe siècle⁷. L'influence stylistique catalane au sud de l'évêché de Toulouse est donc justifiable. En tout état de cause, la parenté de l'église Saint-Pierre de Mérens, son type de situation et son style architectural, avec les autres églises villageoises anciennes des Pyrénées Catalanes ou centrales ne fait pas de doute et il faut envisager que sa mise en place soit analogue à ce qui est exceptionnellement documenté à proximité, en Urgell, par une quarantaine d'actes de consécration d'églises des IXe-Xe siècles (Cart. Urgel). Ces constructions ne furent pas le fait d'aristocrates, mais des paroissiens, l'église assurant et matérialisant la sociabilité de la communauté. Parfois un groupe de *boni homines*, ceux qui représentent les maisons dominantes, mène ces constructions, parfois, mais plus rarement, ce sont des prêtres. Lors de la consécration du lieu de culte par l'évêque, la communauté obtient le

⁶ L'église Saint-Vincent d'Ax semble être à l'origine « une véritable basilique martyriale » (Peloux 2019, 9). Sa dédicace, à saint Vincent de Saragosse, signale aussi les liens avec la culture chrétienne du sud des Pyrénées durant le haut Moyen Âge.

⁷ En 1095, le testament du comte de Cerdagne mentionne toujours les *castra* de Lordat et d'Ax (LFM, II, 694).

Au milieu du XIe siècle, le rouleau mortuaire de Guidfred, comte de Cerdagne parvint jusqu'à Ax (Deliste 1886, Stiennon 1964, 306 et 312).

patronage de l'église et le choix du desservant. Mais dès le Xe siècle, l'aristocratie — laïque ou ecclésiastique — capte ses églises et leurs droits. Partout où la documentation écrite est suffisante, cette mainmise est attestée, notamment en haute Ariège (**Guillot 2010**) et en Andorre (**Viader 2003**, 290). À la différence de la communauté d'Andorre, la communauté de Mérens semble avoir déjà perdu le patronage de son église avant l'an Mil, puisque la moitié de celle-ci (et donc de ses droits) est concédée par un aristocrate à l'abbaye de Lagrasse (*cum ispa medietate de Merengos, ab ipsa medietate de ipsa ecclesia S. Petri.*, v. 987-994⁸, **Cart. Lagrasse**, I, 134), en même temps que nombre d'habitats autour d'Ax. Cette donation est réalisée par Arnaud, fils de Garsinde, généralement associé dans toutes les études à la famille comtale de Carcassonne-Razès ou aux Niort, proches des comtes de Cerdagne. La dépendance de l'église de Mérens à l'abbaye de Lagrasse est ensuite confirmée en 1118 (**HGL**, V, 464-l). Dans ce contexte, il faut proposer que la monumentalisation de l'église de Mérens pourrait être l'œuvre de l'abbaye de Lagrasse et le bâtiment que nous admirons aujourd'hui a pu être reconstruit tout ou partie par cette abbaye. En effet, au Moyen Âge central, les abbayes construisent ou reconstruisent nombre de lieux de culte lorsqu'elles les récupèrent et les clochers de ces édifices sont l'objet de soins particuliers⁹. Le clocher, ajouté à la nef, comporte des baies géminées et un décor d'arcature dit à bandes lombardes plutôt frustes dans un style généralement attribué à la seconde moitié du XIe siècle ou du début du XIIe siècle¹⁰, tandis que la nef — unique et vaste — associée à une abside de plan parabolique livre des éléments plus anciens qui pourraient caractériser le Xe siècle, notamment des joints tirés au fer. Le clocher expose certes un esprit stylistique qui s'apparente plus aisément à ceux églises catalanes et surtout presque à l'identique des clochers des églises andorranes, San Joan de Caseles et Sant Climent de Pal. Il n'est pas non plus totalement étranger au mouvement des clochers campaniles érigés à la même époque par le comte de Foix à Unac, ou par l'abbaye de Saint-Sernin à Niaux, Miglos, etc. La grammaire architecturale est celle de la hauteur et les églises dépendantes des différentes abbayes se monumentalisent et se concurrencent. La paroisse de Mérens est ensuite décrite comme attendu en limite de l'archidiaconé de Sabartès (1224, **BnF Doat**, 96, f° 267). L'église est à nouveau confirmée — dans une bulle — comme dépendante de l'abbaye de Lagrasse en 1228 (**BnF Doat**, 67, 232). Concernant les biens non ecclésiastiques donnés à Lagrasse par Arnaud en 987-994, par exemple la moitié du lieu de Mérens et d'autres alleux autour d'Ax, nous n'en relevons aucune trace

⁸ Première apparition documentaire de l'église Saint-Pierre de Mérens.

⁹ À la fin du XIe siècle et au début du XIIe siècle, dans le cadre de la Réforme grégorienne, l'abbaye de Saint-Sernin fut richement dotée en églises par les aristocrates de la haute et de la basse Ariège. Elle reconstruisit ou perfectionna rapidement nombre d'églises suivant un programme architectural commun.

¹⁰ Mais qui peut être antérieur (**Garland 2012**, 98, exemple du chevet de Roda de Isabena) ou postérieur, utilisé dans le second art roman.

postérieure à la donation et il est très vraisemblable que l'abbaye en ait été dépossédée assez tôt ou n'en ait jamais vraiment eu la jouissance. D'autant que le réseau aristocratique fidèle à cette abbaye a disparu de la haute Ariège relativement tôt et que les comtes de Foix ont préféré s'attacher d'autres abbayes dès la seconde moitié du XIe siècle. Or, avec la disparition des comtes de Razès dans la seconde moitié du XIe siècle, puis le recul des Cerdans de la haute Ariège dès le début du XIIe siècle, ce sont les comtes de Foix qui s'imposèrent sans partage à Mérens et autour d'Ax. En 1205, la leude de Mérens dépendait des comtes de Foix (**HGL, VIII, 130**) et tout au long du XIIIe siècle de nombreux actes mentionnent la *villa* de Mérens comme fuxéenne (**Guillot 2009**, voir par exemple **HGL, X, 7-1**). À compter de la fin du XIIe siècle, ou peut-être avant au cours de ce siècle, la communauté de Mérens vivait donc sous la suzeraineté des comtes de Foix qui affermaient parfois certains droits tels la baylie ou les revenus sur le moulin (1245, **AD09, E6-9, 17, 1**). Cette situation perdura et, même si quelques seigneurs possédaient parfois quelques droits épars à Mérens (par exemple en 1302, Pierre-Bernard d'Arnavé, **AD09, E6-9, II, 73**), les droits des comtes sont ceux de la seigneurie éminente et principale, puisque tous les feux fiscaux de Mérens payent l'entière taille au comte à la fin du XIVe siècle (**Rôle des feux, 134-135**). À la disparition des comtes, la seigneurie passa dans le domaine direct des rois de France.

Une église parmi tant d'autres à la fin du Moyen Âge et à l'époque moderne, une longue asthénie

À la fin du XIIIe siècle, une fortification à Mérens est mentionnée pour la première fois (**Baudon de Mony 1896, 63**)¹¹. Disparue, on repère son emplacement sur le cadastre napoléonien grâce à la parcelle dénommée « le Castel » qui est jointive de celle de « la Place » (fig. 1). Ces parcelles sont situées juste au-dessus de la route de fond de vallée, dans l'actuel hameau de Mérens-d'en-bas, et cet habitat doit probablement beaucoup au château et à la route, le château ayant été lui-même attiré par la route. Conformément à cette mention tardive, il y a peu de chances que ce *castel* soit très ancien. D'abord parce qu'il aurait été mentionné dans d'autres actes, car la documentation du XIIIe siècle qui renseigne les châteaux comtaux est relativement dense et peut être considérée comme exhaustive. Mais aussi, car cet ouvrage paraît être du même type et avoir les mêmes fonctions que celui de Castel Maou à Ax : un site comtal de caserne chargé de dominer route et péage¹². Castel Maou et le castel

¹¹ Elle est décrite — lors de sa démolition au XVIIe siècle — fossoyée et construite sur un petit rocher, avec tour-porte, « donjon », et différents éléments défensifs dont certains semblent de facture moderne (fausse-braie, ravelin).

¹² Péage mentionné en 1205 (**HGL, VIII, 130**). En 1452 : **AD09, C156**, tarif de leude d'Ax et de Mérens (copie XVIIIe s.). Puis acte d'époque moderne, mais sans date : leudaires d'Ax et Mérens, **AD09, 19J108**. 1741 : leudaires d'Ax et de Mérens, **AD09, 19J208**.

de Mérens auraient donc été construits dans le courant du XIII^e siècle, plus probablement dans la seconde moitié de ce siècle, et accompagnèrent le blocus défensif du Sabartès (haute Ariège) et les vellétés d'expansion comtale vers l'Andorre. Celui de Castel Maou a été sondé et cette opération a confirmé qu'il s'agissait d'un site du bas Moyen Âge (**Teisseire 2008**). On recense de temps à autre des mentions des capitaines chargés de la garde du château de Mérens¹³. Il fut détruit non sans mal en 1638 (**Pailhès 2016** et **AD09**, 1EDT/FF14). Malgré l'apparition de l'agglomération basse, l'église Saint-Pierre de Mérens-d'en-haut persista en tant qu'église de la communauté jusqu'au XIX^e siècle. Après sa destruction seulement, une église neuve située dans le village d'en bas devint le chef-lieu paroissial¹⁴.

On repère dans la documentation médiévale à quelques kilomètres au sud de Mérens un *hospital* Sainte-Suzanne¹⁵ attaché à la voie de communication qui conduit aux cols de Puymorens et d'Envalira¹⁶. À la fin du XIV^e siècle, il dépendait des hospitaliers, mais apparaît dans les feux des comtes de Foix (**AD64**, E392, 59). Au XVII^e siècle, l'église et le cimetière de Sainte-Suzanne sont mentionnés (**AD09**, 1NUM2/18EDT/GG1et2). Sa forme architecturale actuelle est d'aspect récent, proche de celle de l'église de Mérens-d'en-bas. Distant de plusieurs kilomètres de Mérens, cet établissement ne concurrença pas Saint-Pierre de Mérens. Même à la fin du XIV^e siècle, dans un contexte de crise grave avérée à Mérens¹⁷, les desservants de Saint-Pierre sont régulièrement mentionnés, suggérant que cette église fut toujours desservie.

Les visites épiscopales des XVI^e et XVII^e siècles sont peu prolixes au sujet de l'église Saint-Pierre de Mérens. Celle de 1551 (**AD31**, G étranger Ariège 3) s'est même arrêtée à Ax, et ni l'évêque ni son vicaire ne sont jamais parvenus à Mérens. Celle de 1606 ne décrit pas plus le bâtiment (**AD09**, G354)¹⁸. Cependant, dès le milieu du XVI^e siècle, la Contre-Réforme est sensible jusqu'à Mérens. Jérôme Tardieu, bachelier en théologie et prêtre de Mérens, est chargé en 1647, par l'évêque de Pamiers,

¹³ Par exemple, **Doat, BnF**, 214, 132 : Pierre de *Abbadia, castellani de Merentis*, 1424. **AD09**, 13J5 et 13J6, 1591 : Solan de Sers, seigneur d'Ansignan, Ganac, Belfort et autres lieux, capitaine des châteaux de Mérens et d'Ax. La garnison est mentionnée (4 soldats) en 1573-4, **AD64**, B1069.

¹⁴ Un de ses murs comporte en réemploi une inscription datée de 1804. La nouvelle église paraît strictement d'époque contemporaine.

¹⁵ Martyre de Rome.

¹⁶ Première mention : **Jacques Fournier**, II, 195d, vers 1306. Une légende rattache la fondation de l'hôpital en 1003 aux seigneurs d'Enveigt.

¹⁷ À la fin du XIV^e siècle, entre deux rôles, donc en une quinzaine d'années, 10 feux fiscaux ont disparu à Mérens (54 feux fiscaux en 1390). Cette crise est comparable à ce que l'on observe à Ax. **Jacques Fournier**, I, 23 a, Pierre *Rubei, capellani* (ou *rectoris*) de *Merenchis* dans sa maison à Ax, est accusé d'avoir hébergé des hérétiques vers 1307. **Pouillés**, 807-814 : *capellanus de Merenchis*, 1375. **Rôle des feux**, 135 : *lo rictor de Merencx*, 1390.

¹⁸ Celle de 1694 ne livre que quelques lignes à propos de cette visite, sans décrire le bâtiment, **AD09**, G59, 4.

d'enquêter sur « les contraventions aux saints décrets et ordonnances », non seulement à Mérens, mais dans toute la haute Ariège jusqu'à Château-Verdun (AD09, G145, 3). Un autre théologien réalise pour l'hyperactif évêque de Pamiers, François-Étienne Caulet, une « information » (AD09, G144, 4) contre les paroissiens de Mérens qui sont accusés, lors de la fête locale du 4 juillet 1659, d'avoir chanté des chansons et dansé des danses qualifiées de « profanes » et d'« indignes » et ce, contre l'avis de leur curé. Il s'agit probablement de chansons et de danses traditionnelles et anciennes qui, dans le cadre de la Contre-Réforme, s'accordent mal avec le contrôle plus strict de l'église catholique romaine sur ses croyants. Visitée par l'évêque Jean-Baptiste de Verthamonien en 1694 (AD09, G59, 1), l'église de Mérens fut frappée d'interdit et son curé suspendu en 1696 (AD09, G149, 95) après qu'un vol¹⁹ ait eu lieu dans l'église, et parce que ni le curé, ni les paroissiens n'avaient rien tenté pour en retrouver les auteurs. Malheureusement, si les archives conservent les traces des actions de la Contre-Réforme à Mérens, on n'y découvre aucune information à propos du bâtiment et de ses éventuelles évolutions ou réparations à l'époque moderne.

Un long temps de conflits et d'insécurité : l'église brûlée

S'il est assuré, qu'en tant que lieu de passage d'importance, la haute vallée de l'Ariège dut être de tout temps un secteur d'insécurité, la création des identités nationales et surtout la fixation des frontières à compter de la fin du XVII^e siècle impulsa sur les marges étatiques pyrénéennes un long temps d'insécurité. Le secteur fut le site de nombreuses opérations militaires entre France et Espagne, auxquelles s'ajoutèrent des « expéditions » lors des hostilités des guerres de Religion. Ces violences s'additionnaient aux violences pastorales régulièrement documentées. Mérens n'est pas toujours cité et on peine le plus souvent à savoir si le village et son église ont été impactés par les quasi incessants aller-retour de groupes armés autour de la frontière. Ainsi, en 1583, lorsqu'une bande française composée de nombreux huguenots passe par Mérens pour entrer en Cerdagne, puis est écrasée, on ne sait rien ou presque de ce qui se passe au village²⁰. Claudine Pailhès remarque que parmi les victimes de cette expédition figuraient des habitants d'Ax, de Mérens et de l'Hospitalet (Pailhès 2000, 185). On perçoit à nouveau l'impact de ces conflits en 1596, lorsque les habitants de Mérens supplient le roi de les exempter de l'albergue (AD09, 8EDT/114) parce qu'ils se

¹⁹ « Les espèces adorables avec le ciboire ».

²⁰ Entre 1571 et 1598, on relate plusieurs invasions françaises de la Cerdagne, mais aussi des Cerdans qui pénètrent en France, parfois des milliers d'hommes en armes (Poujade 2008, 30 et Poujade 2000, 433). En 1583, l'expédition des Français vers la Cerdagne comprend des « soldats de Mérens ». Rappelons que les églises andorranes furent saccagées par des Français « huguenots » en 1587, la cathédrale d'Elne en 1588, etc.

décrivent « misérables », du fait des « meurtres », « empoisonnements » des chevaux et du bétail, du « brûlement » des maisons et « saccagement » du village par les Espagnols. Après le traité des Pyrénées en 1659, des événements comme la guerre de Dévolution (1667-1668), la révolte catalane en 1667, la guerre de succession d'Espagne en 1705, provoquèrent de nouveaux mouvements de troupes et la mise en défense de la haute Ariège, parfois jusqu'à Foix, presque quasiment toujours à Ax et Mérens, alors que Mérens ne disposait plus de fortification, mais semble avoir hébergé des soldats (temporairement ou régulièrement ?)²¹.

Puis, à la mort de Louis XVI, la France déclara la guerre à l'Espagne et les deux armées furent rassemblées des deux côtés des Pyrénées. Suivi un temps de peurs, de rumeurs effrayantes et d'hostilités quasi permanentes jusqu'en 1812 : les bruits de toute sorte courraient, on redoutait l'invasion des Espagnols ou celle des émigrés. La guerre désorganisait tout et souvent les paysans montagnards résistèrent : une compagnie entière d'hommes enrôlés à Ax et à Mérens en 1793 déserta vers l'Espagne (**Pailhès 2000**, 200). En 1808, le maire et les habitants du village de Mérens s'opposèrent aux gendarmes venus arrêter les insoumis : la communauté primait sur l'État français, les travaux agricoles nécessitaient des bras. Les exemples analogues sont légion parmi les communautés pyrénéennes, les maires étant régulièrement accusés de protéger les insoumis qui s'entassaient dans les nouvelles prisons républicaines.

Dès 1808, Napoléon organisa des bataillons de gardes nationaux pour surveiller les frontières pyrénéennes. Mais en 1811, les Espagnols pénétrèrent en haute Ariège depuis la Cerdagne française²². La citadelle de Mont-Louis étant gardée par 1700 hommes, les Espagnols se rabattirent vers la haute vallée de l'Ariège moins bien défendue. L'invasion d'octobre 1811 fit grand bruit et les archives de l'Ariège conservent un épais dossier à son sujet (7R3), comportant de nombreux témoignages de militaires, d'un négociant-voyageur, des courriers du maire d'Ax, de divers militaires, de la préfecture de l'Ariège ou de la sous-préfecture de Saint-Girons. Le 21 octobre 1811, le maire d'Ax écrit au Préfet que la frontière est menacée. Il est en contact avec les Andorrans qui lui fournissent des informations. Les 25 et 26 octobre, un corps armé de 800 Espagnols parvint sur le col de Puymorens, mais seulement une trentaine d'entre eux poussa jusqu'au pont de Saillens, sous l'Hospitalet. Le rapport militaire français souligne qu'il s'agissait en fait de la part des Espagnols de voler quelques animaux, de la farine ou d'autres biens. Le maire d'Ax insistant, on renforça la défense avec des gardes nationaux à Quérigut en Donezan et à Ax. Le 28 octobre 1811, les

²¹ Des troupes sont encore stationnées à Mérens au tout début du XVIII^e siècle (**AD09**, 8EDT/II4, comptes de fournitures pour les troupes à Mérens 1704 [64 hommes] et 1716).

²² Les éléments décrits ci-dessous sont tirés du dossier 7R3 (rapport sur l'invasion des insurgés espagnols dans le département de l'Ariège du 25 au 30 octobre 1811) des **AD09**. Ce dossier ne dispose pas de sous-cotation ni de foliotage.

Français massèrent 255 militaires à Mérens qui en comptait déjà 180. Le nombre d'hommes aurait pu être plus important si une partie des troupes n'avait déserté. Le maire d'Ax craignant d'être attaqué depuis le Donezan conserva ses éclaireurs et gendarmes à Ax, ainsi que des munitions pourtant promises aux militaires français postés à Mérens. Ces derniers apprenant l'arrivée des Espagnols à la Tour de Carol (estimés de 1200 hommes à 5 ou 6000 suivant les témoignages) placèrent 5 compagnies sur les deux versants entourant Mérens et une à l'entrée des gorges en aval du village pour servir de point de ralliement en cas de problème. Dans l'après-midi du 28 octobre, les Espagnols arrivèrent à l'Hospitalet. Des gendarmes se joignirent à la troupe française et annoncèrent un renfort bien tardif de la garde-nationale. Mais devant la violence de l'attaque menée dès le soir du 28 octobre 1811 par les Espagnols sur Mérens, les Français battirent en retraite, et ne trouvant plus personne au point de ralliement, la plupart des militaires fuirent jusqu'à Ax, voire même au-delà. Une petite troupe de gendarmes et de dragons napoléoniens arrêtèrent les Espagnols dans la soirée dans les gorges en aval de Mérens et Ax fut mise en défense²³. Le 29 octobre 1811, à une heure du matin, le maire d'Ax et ses hommes furent alertés par le tocsin de l'église de Mérens. Elle brûlait avec une partie du village. Le maire d'Ax, accouru près de Mérens, confirma au Préfet son occupation par les Espagnols. Le curé de Mérens fut chargé par les assaillants de transmettre une lettre annonçant leur arrivée à Ax et fut cette ville emportant quelques biens culturels de l'église de Mérens. L'invasion parut suffisamment sérieuse pour que toute l'administration locale française cherchât par tous les moyens à défendre la haute Ariège, d'anciens militaires en retraite proposant même de se rengager. Dans la nuit du 29 au 30 octobre, à 5 h du matin, les Espagnols commandés par le colonel Villamil, parvinrent finalement jusqu'à Ax, ville quasiment désarmée. Ils obtinrent de la nourriture et une rançon, puis reculèrent en restituant le bétail des gens d'Ax, et finirent par refluer au-delà du col de Puymorens en soirée. Plus qu'une invasion, l'opération semble plutôt avoir eu pour objectif de rapporter argent et biens pour garantir l'approvisionnement des Espagnols cantonnés en Cerdagne. En 1812, les Espagnols incendièrent Mérens à nouveau, ou ce qu'il en restait, et parvinrent jusqu'à Ax et Tarascon, réalisant à nouveau pillages et rançonnages (**Pailhès 2000**, 205, **AD09**, 220EDT/H14). Ils furent repoussés à

²³ La hiérarchie militaire en fuite indique avoir d'abord prévu de se regrouper en amont d'Ax sur le vieux château de Castel Maou, mais elle fut encore plus en aval. Les Français comptèrent 3 morts et 12 prisonniers. Le rapport militaire justifie la déroute par le peu de soldats pour défendre Mérens reprochant les désertions et le manque d'armes et de munitions et par l'action du maire d'Ax, qui, persuadé que les Espagnols attaqueraient par le Donezan, se serait arrangé pour que les gardes nationaux soient envoyés en Donezan ou restent à Ax. Cette même hiérarchie justifie sa fuite en aval d'Ax, en avançant que, prête à se sacrifier en résistant dans la vieille fortification de Castel Maou, elle en avait été dissuadée par les habitants d'Ax qui auraient supplié les soldats de ne pas tenter cet acte « héroïque ». Les militaires fuyants laissèrent Ax sans défense, ce qui explique que la ville ait aussi été si aisément la proie des Espagnols.

l'annonce de l'arrivée d'une troupe de Chasseurs des Montagnes menées par le capitaine couserannais Maurice de Roquemaurel (**Peyral 1900** et **AD09**, 4R2-48).

Étrangement, le bilan des pertes dues à l'offensive de 1811 sur Mérens et Ax ne mentionne pas l'église Saint-Pierre, mais pour Mérens uniquement 3 maisons et 4 granges brûlées, ainsi que la perte de denrées (fromages et comestibles). Mais un document conservé aux archives de l'Ariège et non daté confirme la destruction du lieu de culte (220EDT/H14)²⁴. L'état des sections du cadastre napoléonien de Mérens et le plan (3P2261 et 3P712) indiquent bien que l'église Saint-Pierre est ruinée en 1829 et qu'il ne subsiste alors que « masures et cimetière » sur la parcelle 1168 (Mérens-d'en-haut). L'église est alors située dans Mérens-d'en-bas (parcelle 1726) et reprend la dédicace de l'ancienne église²⁵.

Les conflits estompés, la région fût encore et toujours soumise régulièrement au banditisme (bandouliers ou miquelets) et l'insécurité perdura²⁶, d'autant qu'au XVIIIe et au XIXe siècle, les habitants de Mérens pratiquaient eux-mêmes très usuellement la contrebande (**Soulet 2004**, 607)²⁷.

Conclusion

Du point de vue de l'historien, l'église Saint-Pierre de Mérens est un monument exemplaire et classique du Moyen Âge central pyrénéen. On connaît relativement bien les modalités de la mise en place des agglomérations de la montagne pyrénéenne avant l'an Mil. Une collectivité d'intérêts économiques induit un système de peuplement qui implique le regroupement, la polarisation spatiale, ne serait-ce que pour la gestion des communs. L'église sert la construction de cette communauté : la paroisse assure la polarisation sociale des paroissiens. À Mérens, la communauté semble s'être dotée de ce sanctuaire plus tôt que les autres villages « à maisons » de la haute Ariège, dans une chronologie plus proche du mouvement repéré en Urgel (**cart. Urgel**). La captation de cette église par l'abbaye de Lagrasse à la fin du Xe siècle permet de proposer que le sanctuaire villageois ait été reconstruit tout ou partie par l'abbaye.

²⁴ Les registres de délibérations communales de Mérens ne sont conservés qu'à compter de 1838. Mais la nouvelle église est propriété communale en 1829 (**AD09**, 3P2261, f° 49).

²⁵ **Marcaillou d'Aymeric 1886**, 265 : rédigeant seulement 70 ans après les faits, il confirme que la destruction de l'église d'en haut a bien eu lieu en 1811, lors de l'incursion des Espagnols.

²⁶ Des mentions de banditisme existent dans les archives dès le début du XVIIe siècle. Voir par exemple **AD09**, E80. Les miquelets furent particulièrement actifs au cours des années 1650-1659 et 1708-1711 (**Soulet 2004**, 665).

²⁷ Exemple de la violence et de l'insécurité dans ce secteur, au tout début du XVIIIe siècle, le curé de Mérens est accusé d'injures : il est décrit cheminant sur le chemin d'Ax (le grand chemin) à cheval et chargé de pistolets (deux pistolets à la ceinture, suivi de son valet lui aussi chargé de pistolets et d'une dague). Il aurait agressé (injures) le noble Jean-François de Claverie. **AD09**, G164, procédure contre Dominique Marbre, curé de mérens. On se déplace donc armé sur la voie de fond de vallée au début du XVIIIe siècle.

Une fois cet « âge d'or » révolu, l'église de Mérens fût peu remaniée, d'autant que la communauté de Mérens s'enfonça dans la crise dès le XIV^e siècle et l'asthénie économique des temps modernes y est d'autant plus perceptible que les conflits et les événements violents y furent récurrents, particulièrement nombreux et quasi incessants. Au fur et à mesure que les États-nations se renforcèrent et se concurrencèrent pour la définition de leurs limites, l'emplacement de Mérens en frontière de la France et de l'Espagne devint pénalisant. Cette situation fut la cause de l'incendie de l'église Saint-Pierre en 1811. Détruit en grande partie, le monument, ancien cœur de la sociabilité villageoise, devint strictement patrimonial.

Abréviations

ADxx + cote : Archives départementales et numéro du département.

AN + cote : Archives nationales.

BnF, Doat + volume et folio : Bibliothèque nationale de France, collection de 258 volumes. Copies d'actes intéressants la Guyenne et le Languedoc, faites de 1664 à 1669 sous la direction de Jean Doat pour le compte de Jean-Baptiste Colbert.

Sources écrites et imprimées

Ablis : Palès-Gobilliard (Anne), *L'inquisiteur Geoffroy d'Ablis et les cathares du comté de Foix (1308 - 1309)*, Paris, 1984.

Baudon de Mony, 1896 : Baudon de Mony (Charles), *Relations politiques des comtes de Foix avec la Catalogne*, 2 tomes, Paris, 1896.

Cart. Andorra : Baraut (Cébria éd.), *Cartulari de la Vall d'Andorra (segles IX-XIII)*, tome 1, Andorra, 1988.

Cart. Urgell : Baraut (Cébria éd.), « Els documents de l'Arxiu Capitular de la Seu d'Urgell », *Urgellia*, I et II, 1979.

HGL : Devic (Dom Claude) – Vaissette (Dom Joseph), *Histoire générale du Languedoc*, Toulouse, 1872, du tome V au tome X.

Cart. Lagrasse : Magnou-Nortier (Élisabeth) et Magnou (Anne-Marie), *Recueil des chartes de l'abbaye de Lagrasse, 1, 779-1119*, Coll. de Documents inédits sur l'Histoire de France, 24, 1996.

Jacques Fournier : Duvernoy (Jean), *Le registre d'Inquisition de Jacques Fournier*, 3 volumes, La Haye, 1977.

LFM : Rosel (Francisco Miquel éd.), *Liber feudorum maior. Cartulario real que se conserva en el Archivo de la Coronà de Aragon*, C.S.I.C., Barcelone, 1945 - 1947.

Pouillés : Font Reaulx (Jacques de) – Perrin (Charles Edmond), *Recueil des historiens de France*, tome X, Pouillés des Provinces de Narbonne, d'Auch et de Toulouse, Paris, 1972.

Rôle feux : Dufau de Maluquer (Armand de), *Rôle des feux du comté en 1390*, Nîmes, rééd. 2002.

Bibliographie

Bonnassie 1990 : Bonnassie (Pierre), *La Catalogne du milieu du Xe à la fin du XIe siècle, croissance et mutations d'une société*, 2 volumes, Thèse de l'Université Toulouse-le-Mirail, Toulouse, 1975 - 1976. Version remaniée sous le titre *La Catalogne au tournant de l'an Mil*, Paris, 1990.

Blazy 1932 : Blazy (Louis), *Visites pastorales de J.B. de Verthamon, en 1696, dans les paroisses du comté de Foix*, Foix, 1932.

Campech 1998 : Campech (Sylvie), *Église Saint-Pierre de Mérens (Mérens-les-Vals, 09). Sondages d'évaluation (novembre 1997)*, Hadès, dactyl., Service Régional de l'Archéologie Midi-Pyrénées, 1998.

Cursente 1998 : Cursente (Benoît), *Des maisons et des hommes, La Gascogne médiévale (XIe-XVe siècles)*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1998.

Dauzat-Rostaing 1963 : Dauzat (Albert) et Rostaing (Charles), *Dictionnaire des noms de lieux de France*, Paris, 1963.

Debax 2003 : Debax (Hélène), *La féodalité languedocienne. Serments, hommages et fiefs dans le Languedoc des Trencavel, (XIe-XIIe siècles)*, PUM, Toulouse, 2003.

Debax 2007 : Debax (Hélène), « Les comtés de Carcassonne et de Razès et leurs marges aux XIe-XIIe siècles », *La pierre, le métal, l'eau et le bois : économie castrale en territoire audois (XIe-XIVe siècles)*, sous la dir. Bailly-Maître - Gardel (Marie-Élise) Carcassonne, 2007, p. 16-28.

Debax 2013 : Debax (Hélène), « Les réseaux aristocratiques autour de Lagrasse du IXe siècle au XIe siècle. Contribution à l'histoire des origines de l'abbaye », Caucanas (Sylvie), Pousthomis (Nelly), *L'abbaye de Lagrasse. Art, archéologie et histoire*, Archives départementales de l'Aude, p. 35-48, 2013. halshs-00879288

Deliste 1886 : Deliste (Léopold), *Rouleaux des morts du IXe au XV siècle, recueillis et publiés par la Soc. d'Histoire de France*, Paris, 1886.

Doublet 1897 : Doublet (Georges), *Les brigands d'Ax au XVIIe siècle*, Foix, 1897.

Durliat Allègre 1978 : Durliat (Marcel) et Allègre (Victor), *Pyrénées romanes*, coll. Zodiaque, 1978, p. 29.

Franchini 2018 : Franchini (Damien), *D'une révolution à l'autre : les mouvements populaires ariégeois (1789-1848)*, mémoire de Master sous la dir de Sottocasa (Valérie), Université Toulouse Jean Jaurès, dactyl. 2017-2018.

Garland 2012 : Garland (Emmanuel), « Les débuts de l'art roman dans le val d'Aran », *Mémoires de la Société Archéologique du Midi de la France*, tome LXXII, 2012, p. 81-105.

Galop 1998 : Galop (Didier), *La forêt, l'homme et le troupeau dans les Pyrénées. 6000 ans d'histoire de l'environnement entre Garonne et Méditerranée*, Toulouse, Géode, Laboratoire d'écologie terrestre et Framespa, 1998.

Guillot 1998 : Guillot (Florence), *Fortifications, pouvoirs et peuplement en Sabarthès du début du XIe siècle au début du XVe siècle*, Thèse de Doctorat, ss. La dir. de Berthe (Maurice), 2017, publiée aux Presse Universitaire du Septentrion, Lille, 1998.

Guillot 2001 : Guillot (Florence), « L'occupation du sol en pays d'Ax », Colloque de Montailou : *Autour de Montailou, village occitan*, colloque sous la dir. de Le Roy Ladurie (Emmanuel), 2000, éd. 2001, p. 61-74.

Guillot 2009 : Guillot (Florence), « Le comte et les rois : Montréal-de-Sos en 1272 », *Actes des Rencontres d'Archéologie et d'Histoire en Périgord*, les 26, 27 et 28 sept 2008, textes réunis par Anne-Marie Cocula et Michel Combet, *Le château à la Une ! Événements et faits divers*, p. 27 à 44, Bordeaux, 2009.

Guillot 2010 : Guillot (Florence), « Habitats et peuplement en haute vallée de l'Ariège aux XIe et XIIe siècles », *Habitat et peuplement dans les Pyrénées au Moyen Âge et à l'époque moderne*, *Travaux du groupe RESOPYR III*, Textes recueillis et édités par Jean-Pierre Barraqué et Philippe Sénac, collection Méridiennes, Université de Toulouse Le-Mirail, 2010, p. 79-94.

Guillot 2016 : Guillot (Florence), « La mise en place de l'habitat villageois et urbain en haute et basse vallée de l'Ariège, polarisations spatiales et sociales », *in colloque Pays Pyrénéens et environnement*, 62^e congrès de la fédération historique de Midi-Pyrénées, 12-14 juin 2015, Bagnères-de-Bigorre, Société Ramond, 2016, p. 153-175.

Marcaillou d'Aymeric 1886 : Marcaillou d'Aymeric (Hippolyte), *Monographie de la ville d'Ax*, Toulouse, 1886.

Mirouse 2015 : Mirouse (Denis), *Les circonscriptions intermédiaires du sud du pagus de Toulouse aux Xe et XIe siècles* (ministerium, vicaria, suburbium...), mémoire de Master II, sous la dir. de Debax (Hélène), Université Toulouse Jean Jaurès, dactyl., 2015.

Pailhès 2000 : Pailhès (Claudine), *Du Carlit au Crabère. Terres et Hommes de frontière*, Foix, 2000.

Pailhès 2016 : Pailhès (Claudine), « La démolition des châteaux de Mérens et de Montgailhard en 1638 », *Archives ariégeoises*, n° 8, 2016, p. 129-148.

Peloux 2019 : Peloux (Fernand), « Le récit retrouvé du vol des reliques de saint Eudald, martyr d'Ax-les-Thermes, par les moines de Ripoll en 978. Édition et commentaire d'un texte fragmentaire », *Miscel·lània Litúrgica Catalana* [Societat Catalana d'Estudis Litúrgics], núm. xxvii (2019), p. 211-238. <http://revistes.iec.cat/index.php/MLC/index> / DOI : 10.2436/20.1002.01.46

Peyral 1900 : Peyral (Paul), « Le colonel Maurice de Roquemaurel, défenseur de la vallée de l'Ariège contre les Espagnols en 1812 (1771-1839) », *Bulletin de la Société Sciences Lettres et arts de l'Ariège*, 1899-1900, p. 97-110.

Poujade 2000 : Poujade (Patrice), « Conflictualité, solidarités et relations frontalières dans les Pyrénées (v. 1550-v. 1650) », *Tolérance et solidarité dans les Pays pyrénéens*, Foix, 2000, p. 432-447.

Poujade 2008 : Poujade (Patrice), *Une société marchande. Le commerce et ses acteurs dans les Pyrénées modernes*, Presses Universitaires du Mirail, 2008.

Roger 1910 : Roger (Robert), « Églises à plan tréflé de la vallée de l'Ariège », *Bulletin Monumental*, n° 74, 1910, p. 304-311.

Soulet 2004 : Soulet (Jean-François), *Les Pyrénées au XIXe siècle. L'éveil d'une société civile*, Luçon, 2004.

Steinon 1964 : Steinon (Jacques), « Routes et courants de cultures. Le rouleau mortuaire de Guifred, comte de Cerdagne, moine de Saint-Martin du Canigou († 1049) », *Annales du Midi*, tome 76, n° 68-69, 1964, p. 305-314. DOI : <https://doi.org/10.3406/anami.1964.4992>
www.persee.fr/doc/anami_0003-4398_1964_num_76_68_4992

Suau 2000 : Suau (Bernadette), « Visites pastorales dans le diocèse de Pamiers en 1551 », *Tolérances et solidarité dans les pays pyrénéens*, Archives départementales de l'Ariège, Saint-Girons, 2000, p. 258-285.

Teisseire 2008 : Teisseire (Hélène), *Rapport de sondages archéologiques à Castel Maou (Ax-les-Thermes Ariège)*, SRA Midi-Pyrénées, Toulouse, 2008, dactyl.

Viader 2003 : Viader (Roland), *L'Andorre du IXe au XIVe siècle*, P. U. du Mirail, 2003

Viader 2005 : Viader (Roland), « Les communautés montagnardes de la vallée à la maison », *Études Roussillonnaises. Revue d'histoire et d'archéologie méditerranéennes*, XXI (2005) p. 33-43.